

De : [Ferland, Elizabeth](#)
A : [Trudeau, Mireille](#)
Objet : TR: Autorités des marchés financiers re: témoignage de Me Eric Stevenson
Date : 28 octobre 2014 15:22:03
Pièces jointes : [LCOP-Décision refus 2013-SACD-0011-20130712.pdf](#)
[LCOP-Décision de refus 2014-SACD-0004-B.P. Asphalte inc..pdf](#)
[DEC-Décision de refus 2014-SACD-0012-Ali Excavation inc-20140417.pdf](#)
[LCOP-Décision de refus 2014-SACD-0016-Terra Location inc .pdf](#)

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

De : Levasseur Philippe [REDACTED]
Envoyé : 1 octobre 2014 10:28
À : Ferland, Elizabeth
Cc : Drouin-Lê, David; Stevenson Eric
Objet : Autorités des marchés financiers re: témoignage de Me Eric Stevenson

Bonjour Me Ferland,

Vous trouverez ci-dessous les réponses aux engagements souscrits par Me Eric Stevenson lors de son témoignage de la CEIC :

- 1) Transmettre à la CEIC le nombre d'autorisations émises par l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») à la suite de la réception : 1) d'un avis favorable sans source ouverte; 2) d'un avis favorable avec sources ouvertes :
 - i. 596 autorisations à la suite de la réception d'un avis favorable sans source ouverte;
 - ii. 172 autorisations à la suite de la réception d'un avis favorable avec sources ouvertes.
- *Il est important de noter que les statistiques mentionnées ci-dessus sont en date du 26 septembre 2014, alors que celles se retrouvant à la page 29 du PowerPoint sont en date du 12 septembre 2014.
- 2) Communiquer à la CEIC l'identité des entreprises ayant reçu une décision de refus et plus particulièrement celle qui avait des liens avec une organisation criminelle :
 - i. Vous trouverez joint à la présente les décisions de refus émises par l'Autorité. Vous noterez que la décision de refus en lien avec B.P. Asphalte inc. fait état de liens avec une organisation criminelle.

* Veuillez noter que les décisions de refus ou de révocation en lien avec Dessau inc., Verreault inc. et LUQS inc. ne sont pas jointes au présent courriel, puisqu'elles vous ont déjà été transmises le 16 décembre 2013 avec certaines réserves. D'ailleurs, nous réitérons les mêmes réserves émises notamment dans nos lettres du 4 et 16 décembre 2013 en regard de la documentation fournie.

À moins d'indications contraires de votre part, nous considérons avoir répondu complètement aux engagements souscrits par Me Stevenson.

Cordialement,

Philippe Levasseur, avocat
Direction du contentieux - Québec

Autorité des marchés financiers

2640, boulevard Laurier, 3e étage

Québec (Québec) G1V 5C1

Tél.: 418 525-0337 poste [REDACTED]

Sans frais : 1.877.525.0337 poste [REDACTED]

Télec. : [REDACTED]



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**



Au cœur du secteur financier depuis 2004

Ce message peut contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si ce message ne vous est pas adressé ou si vous l'avez reçu par erreur, nous vous saurions gré d'en aviser l'émetteur immédiatement et d'effacer l'original, sans en tirer de copie ni en dévoiler le contenu.

This message may contain information which is privileged or confidential. If you are not the intended recipient of this message, or if you have received it in error, please notify the sender immediately and delete the original without making a copy or disclosing its contents.

PAR HUISSIER

Québec, le 12 juillet 2013

9129-2201 Québec inc.

À l'attention de : Monsieur Anthony Bentivegna



**Objet : Décision de refus de l'autorisation de conclure un contrat/sous contrat public
délivrée à 9129-2201 Québec inc.
Autorisation n° 2013-SACD-0011 n° d'identification de l'Autorité : 2700002966**

Monsieur,

L'Autorité des marchés financiers (l'«Autorité») a analysé tous les faits reliés à votre dossier et, selon les faits et les circonstances particulières à celui-ci, a décidé de refuser votre demande d'autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à l'article 21.27 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65-1 (la « LCOP »).

À cet effet, vous trouverez ci-joint la décision n° **2013-SACD-0011**.

En vertu de l'article 35.1 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* (L.R.Q., c. A-33.2), l'Autorité peut réviser, à tout moment, ses décisions sur présentation de faits nouveaux, sauf dans le cas d'une erreur de droit.

Veuillez noter que l'Autorité ne pourra considérer une nouvelle demande d'autorisation avant l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de la présente décision. L'Autorité peut cependant considérer un délai plus court si, à sa satisfaction, l'entreprise a apporté les correctifs nécessaires.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations.

L'Autorité des marchés financiers

p. j.

Décision n° 2013-SACD-0011

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

9129-2201 Québec inc. ayant son domicile
au 2980, montée Saint-François
Laval (Québec) H7E 4P2

DÉCISION À LA SUITE DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR 9129-2201 QUÉBEC INC.

(article 21.27 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* L.R.Q., c. C-65.1)

LES FAITS

1. 9129-2201 Québec inc., faisant affaires sous le nom de LES ENTREPRISES BENTECH, est immatriculée au registre des entreprises du Québec (le « REQ ») sous le numéro d'entreprise 1161495636;
2. Le 23 janvier 2013, Monsieur Anthony Bentivegna a présenté une demande d'autorisation pour une entreprise qui souhaite conclure un contrat/sous-contrat public (la « Demande ») à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la « LCOP »);
3. Monsieur Anthony Bentivegna est le répondant de 9129-2201 Québec inc.;
4. Monsieur Anthony Bentivegna est l'actionnaire majoritaire, le président, secrétaire et trésorier de 9129-2201 Québec inc.;
5. Le 21 février 2013, l'Autorité a transmis au commissaire associé aux vérifications au sein de l'Unité permanente anticorruption (le « Commissaire associé ») les renseignements obtenus de 9129-2201 Québec inc. et ce, conformément aux dispositions de l'article 21.30 de la LCOP;

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

6. Le Commissaire associé donne à l'Autorité en vertu de l'article 21.31 de la LCOP un avis à l'égard de l'entreprise qui demande une autorisation. L'avis doit indiquer les motifs pour lesquels il est recommandé, le cas échéant, de refuser la délivrance d'une autorisation en application des articles 21.26 à 21.28 de la LCOP;
7. Dans l'Avis donné à l'Autorité le 29 mai 2013 à l'égard de 9129-2201 Québec inc., il est recommandé de refuser la délivrance de l'autorisation aux motifs que :
- L'entreprise 9129-2201 Québec inc. n'a pas déclaré à l'Autorité avoir contracté un prêt de 150 000 \$ auprès de 9075-3856 Québec inc., tel que requis par le paragraphe 4 (6) du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics* (R.R.Q., c.C-65.1, r. 0.1), faisant ainsi une déclaration fausse ou trompeuse au sens de l'article 27.5 de la LCOP;
 - La société 9176-2450 Québec inc., dont l'administrateur et actionnaire unique est Anthony Bentivegna, est redevable de sommes envers l'Agence du Revenu du Québec;
 - L'entreprise 9129-2201 Québec inc. est le prête-nom de l'entreprise 9075-3856 Québec inc., qui n'obtiendrait pas une autorisation, tel que le stipule le paragraphe 21.28 (8) de la LCOP et ce, pour les motifs suivants :
 - Luc Leclerc a affirmé qu'un représentant de l'entreprise 9075-3856 Québec inc. lui a remis des sommes d'argent, et ce, en lien avec 11 contrats obtenus par cette entreprise;¹
 - Gilles Surprenant a affirmé qu'un représentant de l'entreprise 9075-3856 Québec inc. lui a remis, à 9 reprises, des sommes d'argent, et ce, dans le cadre de contrats truqués;²
 - Lino Zambito a affirmé que l'entreprise 9075-3856 Québec inc. faisait partie d'un système collusoire dans le secteur des égouts;³
 - L'entreprise 9075-3856 Québec inc. a utilisé des factures de complaisance durant la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 mars 2011;
 - Les administrateurs de l'entreprise 9075-3856 Québec inc. et les entreprises liées à ces personnes, en l'occurrence les sociétés suivantes: 9176-2104 Québec inc., 9176-2203 Québec inc., 9176-2237 Québec inc. et 9176-2260 Québec inc., sont redevables de sommes envers l'Agence du Revenu du Québec;
 - La société 9176-2450 Québec inc. est redevable de sommes envers l'Agence du Revenu du Québec.
8. L'Autorité constate que 9129-2201 Québec inc et 9075-3856 Québec inc. ont pour domicile le 2980, montée Saint-François à Laval;

¹ CEIC, témoignage de Luc Leclerc rendu lors de l'audience du 31 octobre 2012.

² CEIC, témoignage de Gilles Surprenant rendu lors de l'audience du 23 et 24 octobre 2012.

³ CEIC, témoignage de Lino Zambito rendu lors de l'audience du 27 septembre 2012.

9. Le 31 mai 2013, l'Autorité transmettait à 9129-2201 Québec inc. un préavis de refus en vertu de l'article 21.37 de la LCOP et de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q., c. J-3 (le « Préavis »).

OBSERVATIONS DE 9129-2201 QUÉBEC INC. :

10. Dans son Préavis, l'Autorité donnait à 9129-2201 Québec inc. l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit et tout document à l'appui de celles-ci, le ou avant le 17 juin 2013;
11. Le 13 juin 2013, 9129-2201 Québec inc. faisait parvenir à l'Autorité, sous forme écrite, ses observations en réponse au Préavis;
12. Sans limiter la généralité des observations présentées par 9129-2201 Québec inc., celles-ci peuvent sommairement se résumer comme suit :
 - En ce qui a trait au prêt de 150 000\$ auprès de 9075-3856 Québec inc., qui n'aurait pas été déclaré à l'Autorité :
 - il s'agirait plutôt d'une avance, voire un don, effectué sans contrat ni modalité de remboursement quelconque, provenant de la société administrée par les frères et sœur de l'actionnaire de 9129-2201 Québec inc. dans le but d'apporter un appui financier à ses opérations;
 - le bilan et les états financiers de l'année 2012 se devaient de présenter la réception de cette somme comme étant un prêt puisque cette somme a été, dans les faits, transférée officiellement d'une entité à l'autre et utilisée dans le contexte des opérations de 9129-2201 Québec inc.;
 - en aucun moment 9129-2201 Québec inc. n'a effectué de déclaration fausse ou incomplète dans le but de tromper l'Autorité;
 - les circonstances entourant ce don auraient été clairement évoquées et comprises par le représentant de l'Unité permanente anticorruption, monsieur Alain Casault.
 - Quant aux sommes dues à l'Agence du Revenu du Québec («Revenu Québec») par 9176-2450 Québec inc., dont l'administrateur unique est monsieur Anthony Bentivegna, il s'agirait d'un avis de cotisation arbitraire fondé sur des prévisions. Ces cotisations auraient été résolues et payées;
 - L'entreprise 9129-2201 Québec inc n'est aucunement le prête-nom de 9075-3856 Québec inc. qui elle n'obtiendrait pas une autorisation en vertu du paragraphe 21.28 (8) de la LCOP :

- son existence relève d'une décision de monsieur Anthony Bentivegna de partir sa propre entreprise dont il est le seul et l'unique responsable, indépendamment de tout appui moral ou financier qu'il pourrait demander ou obtenir de la part des membres de sa famille, lesquels sont des administrateurs de 9075-3856 Québec inc.;
- pour soutenir sa prétention à l'effet que 9075-3856 Québec inc. n'obtiendrait pas une autorisation, le Commissaire associé tire ses conclusions de témoignages rendus par trois personnes à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, lesquelles n'ont pas été corroborés ;
- en ce qui concerne l'allégation à l'effet que 9075-3856 Québec inc. aurait utilisé des factures de complaisance, une entente à l'amiable a été négociée et signée avec Revenu Québec et il avait été convenu de régler la globalité du dossier par le biais d'un règlement financier. Cette entente a été faite sans admission au sens des articles 2631 à 2637 du Code civil du Québec, ce qui implique qu'elle ne pourrait être utilisée pour conclure que des factures de complaisance ont été utilisées par 9075-3856 Québec inc.;
- les administrateurs de 9075-3856 Québec inc. ne sont redevables d'aucune somme envers Revenu Québec;
- 9075-3856 Québec inc. et leurs sociétés de portefeuille sont redevables de certaines sommes à Revenu Québec mais elles attendent des avis de cotisation finaux avant de conclure une entente de paiement acceptable pour Revenu Québec.

13. Le 5 juillet 2013, 9129-2201 Québec inc. faisait parvenir à l'Autorité, sous forme écrite, des observations additionnelles ainsi que certains documents en réponse au Préavis;

COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ À LA SUITE DES OBSERVATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES :

14. L'Autorité a étudié attentivement toutes les observations présentées par 9129-2201 Québec inc. et tous les documents produits à l'appui des observations;
15. L'Autorité prend acte des attestations de Revenu Québec confirmant la production des déclarations exigées en vertu des lois fiscales ainsi que le fait qu'il n'y a pas de comptes en souffrance à l'égard de Revenu Québec pour 9176-2450 Québec inc., 9176-2237 Québec inc., 9176-2104 Québec inc., 9176-2203 Québec inc. et 9176-2260 Québec inc.;
16. Par ailleurs, l'Autorité prend acte du fait que 9075-3856 Québec inc. est en voie de conclure une entente de paiement acceptable avec Revenu Québec;

17. L'Autorité n'est pas convaincue par les observations présentées par 9129-2201 Québec inc. que cette dernière n'est pas le prête-nom de 9075-3856 Québec inc. Au contraire, les observations présentées et les faits au dossier démontrent plutôt que :

- Alors que 9129-2201 Québec inc. est sensée être une entité distincte et autonome et relever de la seule décision de monsieur Anthony Bentivegna de partir sa propre entreprise, dont il serait le seul et unique responsable, 9129-2201 Québec inc. reconnaît d'emblée recevoir un appui moral et financier de 9075-3856 Québec, administrée par les frères et soeur de monsieur Anthony Bentivegna;

Cet appui financier s'est d'ailleurs matérialisé par le transfert par 9075-3856 Québec inc à 9129-2201 Québec d'une somme de 150 000 \$ à titre d'avance, voire à titre de donation;

- Bien que 9129-2201 Québec déclare au REQ que ses secteurs d'activités sont : (i) travaux excavation et de nivellement et (ii) autres travaux de génie, celle-ci n'a fourni aucune preuve à l'effet qu'elle a des employés autres que son président, administrateur et actionnaire Anthony Bentivegna;
 - Les dirigeants, actionnaires et administrateurs de 9075-3856 Québec inc. ont tous des liens familiaux avec le président, administrateur et actionnaire de 9129-2201 Québec inc.;
 - 9129-2201 Québec inc et 9075-3856 Québec inc. ont le même domicile soit le 2980, montée Saint-François à Laval;
 - Bien que selon le REQ Léo Bentivegna est le deuxième actionnaire et vice-président de 9075-3856 Québec inc., c'est pourtant lui qui s'est identifié en tant que personne raisonnable ayant la garde de l'établissement de 9129-2201 Québec inc au huissier lors de la signification du Préavis de refus signifié à 9129-2201 Québec inc.;
18. Les informations détenues par l'Autorité l'amènent à conclure que 9075-3856 Québec inc. ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre;
19. Bien qu'invitant l'Autorité à ne pas tenir compte des informations contenues à son dossier fiscal auprès de Revenu Québec, 9129-2201 Québec inc. n'a fourni aucun élément tendant à nier l'existence de factures de complaisance;
20. Malgré que 9129-2201 Québec inc. prétende que le Commissaire associé tire des conclusions à l'égard de 9075-3856 Québec inc. à partir de témoignages qui sont non-corroborés, le fait que les conclusions retenues desdits témoignages proviennent de trois témoins distincts constitue en soi un élément de corroboration;

21. 9129-2201 Québec inc. n'a fourni aucun élément tendant à nier la remise de sommes d'argent par 9075-3856 Québec inc. dans le cadre de contrats truqués ni le fait que 9075-3856 Québec inc. faisait partie d'un système collusoire dans le secteur des égouts;
22. Les informations détenues par l'Autorité l'amènent à conclure que 9129-2201 Québec inc. ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre et ce, malgré les observations présentées par celle-ci;
23. À la lumière de ce qui précède, l'Autorité rend la présente décision;

DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 21.27 et le paragraphe 8 de l'article 21.28 de la LCOP;

CONSIDÉRANT l'ensemble des faits, incluant la recommandation du commissaire associé aux vérifications;

POUR CES MOTIFS, L'AUTORITÉ:

REFUSE à 9129-2201 Québec inc. une autorisation en vertu de l'article 21.27 de la LCOP.

Fait le 12 juillet 2013

L'Autorité des marchés financiers

En conséquence de cette décision, veuillez lire attentivement ce qui suit :

En application de l'article 21.38 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, puisque 9129-2201 Québec inc. s'est vu refuser une autorisation, vous devez, **dans les 10 jours de la réception de la présente décision**, transmettre par écrit à l'Autorité le nom de chaque organisme public avec lequel 9129-2201 Québec inc. a un contrat en cours d'exécution ainsi que le nom de chaque entreprise avec laquelle elle a un sous-contrat public en cours d'exécution, en indiquant le nom de l'organisme public qui a conclu le contrat public auquel se rattache ce sous-contrat. Nous vous invitons à compléter à cet effet le document joint à la présente décision.

Veuillez transmettre les renseignements demandés à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
2640, boulevard Laurier, 3^e étage, Québec (Québec) G1V 5C1

Aussi, en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, L.Q. 2012, chapitre 25, puisque 9129-2201 Québec inc. s'est vu refuser une autorisation, elle doit être inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) pour une période de 5 ans. Ce registre est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Pendant cette période d'inadmissibilité, 9129-2201 Québec inc. ne peut, sauf exceptions prévues à la LCOP, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec un organisme public, conclure un contrat public, ni conclure un sous-contrat relié à un tel contrat.

Décision n° 2014-SACD-0016

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Terra Location inc. ayant son domicile
au 1765, boulevard Malhoney Est
Gatineau (Québec) J8R 1B4

DÉCISION À LA SUITE DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR TERRA LOCATION INC.

(article 21.27 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* L.R.Q., c. C-65.1)

LES FAITS

1. Terra Location inc. (« Terra ») est immatriculée au registre des entreprises du Québec (le « REQ ») sous le numéro d'entreprise 1164205370;
2. Le 8 mai 2013, Éric Bruyère a présenté une Demande d'autorisation pour une entreprise qui souhaite conclure un contrat/sous-contrat public (la « Demande ») à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la « LCOP »);
3. Éric Bruyère est le répondant de Terra et il en est un administrateur et un dirigeant;
4. L'état de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises (le « REQ ») indique que les administrateurs de Terra sont Éric Bruyère et Daniel Bruyère. L'Autorité constate par ailleurs qu'aucun salarié n'est déclaré au REQ pour cette entreprise;
5. Il appert également de l'état de renseignements du REQ que les actionnaires de Terra sont les entreprises 9218-0728 Québec inc. et Les Investissements Construc inc.;

6. Il appert aussi de l'état de renseignements du REQ que l'unique actionnaire et administrateur de 9218-0728 Québec inc. est Daniel Bruyère. Éric Bruyère est l'actionnaire unique de Les Investissements Construc inc. et ses administrateurs sont Éric Bruyère et Manon Jones;
7. Le 27 août 2013, l'Autorité a transmis au commissaire associé aux vérifications au sein de l'Unité permanente anticorruption (le « Commissaire associé ») les renseignements obtenus de Terra et ce, conformément aux dispositions de l'article 21.30 de la LCOP;
8. Le Commissaire associé donne à l'Autorité en vertu de l'article 21.31 de la LCOP un avis à l'égard de l'entreprise qui demande une autorisation. Cet avis doit indiquer le motif pour lequel il est recommandé, le cas échéant, de refuser la délivrance d'une autorisation en application des articles 21.26 à 21.28 de la LCOP;
9. Dans l'Avis donné à l'Autorité le 17 janvier 2014 à l'égard de Terra, il est recommandé de refuser la délivrance de l'autorisation au motif qu'en application des articles 21.27 et 21.28 (6) de la LCOP, Terra et ses administrateurs ont, de façon répétitive, éludé ou tenté d'éluder l'observation de la loi dans le cours de leurs affaires, soit :
 - 9.1 En omettant de façon répétitive depuis 2008 de produire des déclarations de revenus;
 - 9.2 En participant à un stratagème d'évasion de responsabilités légales et fiscales en démarrant et fermant une série de sociétés pour facturer des services, transférer des biens et pour facturer des dépenses;
 - 9.3 En utilisant deux sous-traitants identifiés comme étant des fournisseurs de factures de complaisance;
 - 9.4 Éric Bruyère et ses entreprises ont éludé ou tenté d'éluder à maintes reprises la *Loi sur les relations du travail*, la *formation professionnelle et la gestion de la main d'œuvre dans l'industrie de la construction*, L.R.Q. c. R-20 (la « R-20 »).
10. Le 17 février 2014, l'Autorité transmettait à Terra un préavis de refus en vertu de l'article 21.37 de la LCOP et de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q., c. J-3 (le « Préavis »);
11. Dans son Préavis, l'Autorité donnait à Terra l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit et tout document à l'appui de celles-ci, le ou avant le 27 février 2014, délai qui a par la suite été prolongé au 10 avril 2014 à la demande du procureur de Terra;
12. Le 29 mars 2014, par l'entremise de son procureur, Terra requérait des précisions additionnelles sur le Préavis de même que la communication de certains documents :

- Confirmation à l'effet que le stratagème d'évasion de responsabilités légales et fiscales en démarrant et fermant une série de sociétés n'implique que les sociétés mentionnées dans le Préavis. À défaut, identifier les autres sociétés impliquées;
 - Identifier les sous-traitants identifiés comme des fournisseurs de factures de complaisance, de même que le moment auquel Terra a fait appel à leurs services;
 - La liste de tous les dossiers judiciaires visés par les 16 réclamations de la part de la Commission de la Construction du Québec (la «CCQ») à l'endroit d'entreprises contrôlées par Éric Bruyère et, le cas échéant, copie des 16 avis d'infractions émis;
 - La liste de tous les dossiers judiciaires relativement aux entreprises contrôlées par Éric Bruyère qui ont été reconnues coupables de 21 infractions pénales;
 - La liste détaillée des 52 infractions observées contre les entreprises contrôlées par Éric Bruyère pour lesquelles aucune poursuite n'a été intentée considérant une tolérance administrative de la CCQ.
13. En réponse à cette demande de communication, le 8 avril 2014, l'Autorité transmettait au procureur de Terra l'avis défavorable transmis par le Commissaire associé à l'Autorité de même que divers documents au soutien de celui-ci;
14. L'Autorité a ensuite accordé un délai additionnel à Terra pour présenter ses observations en lien avec le Préavis afin de lui permettre de prendre connaissance des nouveaux documents transmis le 8 avril 2014;

LES OBSERVATIONS DE TERRA SUITE AU PRÉAVIS

15. Le 14 avril 2014, Terra faisait parvenir à l'Autorité, sous forme écrite, ses observations, lesquelles étaient accompagnées de divers documents, en réponse au Préavis;
16. Sans limiter la généralité des observations présentées par Terra celles-ci peuvent sommairement se résumer comme suit :
- 16.1 Historique factuel et chronologique de la carrière d'Éric Bruyère à titre d'entrepreneur pour contextualiser comment ont interagi toutes les personnes et sociétés auxquelles le Préavis fait référence :
- 16.1.1 Clôtures Clomax :
- Éric Giguère a d'abord exercé ses activités commerciales à titre d'entreprise individuelle;

- Voyant le potentiel de développement, il a décidé de continuer à exercer ses activités sous une autre forme juridique.

16.1.2 9060-0859 Québec inc. (faisant également affaire sous Clôtures Clomax et Bruyère Construction) :

- En février 1998, Éric Bruyère s'est associé avec Daniel Bruyère et Éric Robinette;
- La division Clomax s'occupait alors de la pose de glissières de sécurité le long des routes et quant à la division Bruyère Construction, cette dernière s'occupait de travaux d'excavation et de construction routière;
- Dès 1998, Lafarge Canada et Asphalte Desjardins contrôlaient la quasi-totalité de la matière première nécessaire à toute construction routière ou travaux d'excavation dans les Hautes-Laurentides;
- Asphalte Desjardins a mis tout en œuvre pour faire compétition de façon déloyale à 9060-0859 Québec inc. notamment en :
 - L'obligeant à jouer un rôle de sous-traitant;
 - Refusant de lui fournir les prix d'asphalte nécessaires pour soumissionner sur quelque projet de construction routière que ce soit.
- Asphalte Desjardins a alors fait des représentations à 9060-0859 Québec inc. à l'effet que si elle obtenait des contrats routiers de la région, elle se verrait octroyer tous les contrats d'excavation tout en continuant de lui octroyer la totalité des contrats de glissières de sécurité d'Asphalte Desjardins;
- Dans le cadre des travaux de sous-traitance, Asphalte Desjardins a omis d'honorer ses obligations financières en imposant des prix réduits et en refusant de payer à temps lesdits travaux. Ces agissements ont causé un énorme problème de flux de trésorerie à 9060-0859 Québec inc.;
- Devant l'impossibilité de trouver un autre fournisseur, 9060-0859 Québec inc. a continué à faire affaire avec Asphalte Desjardins;

- À la fin des années 2000, alors qu'elle était créancière d'Asphalte Desjardins pour les projets de 1999 demeurant impayés, 9060-0859 Québec inc. s'est retrouvée également débitrice de celle-ci pour une somme approximative de 600 000 \$, dont la moitié fut payée par la caution de 9060-0859 Québec inc., soit Orléans compagnie d'assurances générales (« Orléans »);
- Éric et Daniel Bruyère n'ont eu alors d'autre choix que de cesser les activités de leur entreprise étant donné la situation financière précaire de cette dernière;
- Dans les faits, 9060-0859 Québec inc. ne fera jamais faillite et ses opérations seront continuées par la nouvelle entreprise formée par Éric Bruyère.

16.1.3 Bruyère construction et associés inc. :

- Par l'entremise de cette entreprise, Éric Bruyère assumait les dettes de 9060-0859 Québec inc. et pris à cet effet des ententes avec sa caution, Orléans et avec Asphalte Desjardins;
- L'entente avec Asphalte Desjardins prévoyait que Bruyère construction et associés inc. acceptait de travailler en sous-traitance pour Asphalte Desjardins tout en acceptant d'être payée qu'à 70 % de la valeur des travaux afin d'opérer compensation des dettes de 9060-0859 Québec inc.;
- Des travaux de sous-traitance d'une valeur de 300 000 \$ ont ainsi été réalisés, mais Asphalte Desjardins a refusé de verser quelque somme que ce soit à Bruyère construction et associés inc.

16.1.4 9102-1964 Québec inc. (faisant également affaire sous Carrière des Ruisseaux) :

- Pour pallier à la compétition déloyale et la compression verticale exercée par Asphalte Desjardins, une nouvelle société a été créée en 2001 par Daniel Bruyère pour opérer une carrière et permettre à Bruyère construction et associés inc. d'opérer ses activités dans la région des Hautes-Laurentides;
- Les procureurs de Terra allèguent que Bruyère construction et associés inc. aurait fait les frais de la collusion. Il affirme en effet que :
 - Ses concurrents auraient utilisé la liste des soumissionnaires potentiels sur l'ensemble des projets pour exclure cette entreprise du marché régional;

- Ainsi, quand elle faisait une soumission, ses concurrents soumissionnaient sans marge de profits et peut-être même à perte étant donné que cette entreprise refusait de participer à la collusion.
- Pour pallier à cette situation, Carrière des Ruisseaux a obtenu sa licence d'entrepreneur. Ce faisant, il devenait plus difficile pour ses concurrents de concrétiser leur objectif visant à faire cesser leurs activités commerciales;
- En 2003, dans le cadre de l'exécution d'un contrat octroyé à Carrière des Ruisseaux par la Société immobilière du Québec pour la réfection du Palais de justice de Mont-Laurier, qui a été confié en sous-traitance à Bruyère construction et associés inc., des dépassements de coûts ont découlé de conditions imprévues et imprévisibles lors de la soumission, notamment en lien avec des travaux d'excavation plus importants que ceux initialement prévus. Des travaux additionnels ont également dû être réalisés par Carrière des Ruisseaux;
- Or, une partie seulement de ces travaux supplémentaires, inférieurs à ceux demandés par Carrière des Ruisseaux, ont fait l'objet d'ordres de changement formels par le donneur d'ouvrage;
- Le montant impayé des travaux imprévus est d'environ 490 000 \$;
- D'autres travaux imprévus se sont ajoutés en 2004. Une réclamation de 947 291,36 \$ a alors été déposée;
- En raison de ses dettes importantes, Bruyère constructions inc. a cessé ses activités. Une partie des sommes dues au gouvernement du Québec ont été par la suite assumées par Éric Bruyère personnellement;
- Carrière des Ruisseaux a, quant à elle, déménager ses activités en Outaouais, où elle a obtenu divers contrats pour lesquels elle s'approvisionnait chez Carrière La Pêche;
- Carrière des Ruisseaux a dû faire face aux mêmes difficultés que celles rencontrées dans les Hautes-Laurentides étant donné la compression verticale exercée par Lafarge Canada et DJL Construction, sur l'approvisionnement en béton, en asphalte et en pierre dans la région de l'Outaouais;
- De plus, tous les projets réalisés par Carrière des Ruisseaux ont, à compter de 2004, fait l'objet de dépassement de coûts liés à des erreurs sur des documents d'appel d'offres;

- Le procureur de Terra allègue que ces dépassements de coûts ont parfois été planifiés dans un dessin immoral et illégal et ont eu un impact dévastateur sur le flux de trésorerie de l'entreprise;
- Il rappelle que Marc-André Gélinas a confirmé cette collusion lors de son témoignage à la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction;
- Cette situation a poussé Carrière des Ruisseaux à faire faillite le 24 novembre 2008, ce qui mettait fin à tout espoir de sauvetage de Bruyère construction et associés inc.

16.1.5 6576567 Canada inc. (faisant affaire sous ABC Gatineau et Asphalte Béton Carrière Gatineau) :

- Éric Bruyère a procédé à l'incorporation de cette société le 30 mai 2006, dans le but d'agir à titre de sous-traitant dans les domaines d'activité de travaux de concassage, fabrication d'enrobés bitumineux et de pavage, tout en contrôlant son approvisionnement de la matière première;
- La situation qui prévalait relativement à l'approvisionnement de la matière première en Outaouais obligeait Éric Bruyère à opérer une carrière et une usine d'asphalte;
- En raison du lourd passif qui affectait 6576567 Canada inc., la compagnie de cautionnement de cette dernière exigea qu'elle cautionne les engagements de Carrière Des Ruisseaux pour la terminaison des contrats en cours;
- L'un de ses premiers contrats exécutés par l'entreprise lui fit encourir une dette additionnelle de 600 000 \$ qui vint s'ajouter à la dette déjà existante;
- Une requête pour mise sous séquestre a donc été déposée par l'un de ses créanciers le 28 janvier 2011.

16.1.6 Terrapro Construction inc. :

- Cette société a été incorporée en 1994 par Marc-André Bastien. Elle exerçait ses activités commerciales dans la région de Montréal, dans les domaines de l'excavation, la construction et l'aménagement paysager;
- En décembre 2008, une entente est intervenue entre cette entreprise et 6576567 Canada inc. par laquelle Terrapro Construction inc. reprenait les activités de cette dernière;

- Selon les procureurs de Terra Location, une réserve devant permettre le remboursement de certains créanciers non garantis (600 000 \$) avait été négociée par Éric Bruyère. Une clause en ce sens apparaîtrait au contrat produit comme Annexe 13 au soutien des observations de Terra;
- Les modifications corporatives reflétant cette entente ont été apportées le 4 octobre 2010. Daniel et Éric Bruyère deviennent alors actionnaires de Terrapro Construction inc. par le biais de leur société de portefeuille respective;
- Pendant cette période, Terrapro Construction inc. doit faire face aux mêmes difficultés que Carrière des Ruisseaux. Ainsi, des dépassements de coûts de plus de 4 000 000 \$ ont été facturés et des retards de paiements sont survenus, affectant le flux de trésorerie de l'entreprise;
- Un conflit a par la suite pris naissance entre les actionnaires de Terrapro Construction inc., ce qui a amené Marc-André Bastien à vendre aux sociétés de gestion de Daniel et Éric Bruyère, le 27 octobre 2011, tous les intérêts qu'il détenait dans cette entreprise;
- Considérant la fréquence des retards de paiements et les sommes attendues par Terrapro Construction inc., cette dernière a été dans l'obligation de faire une proposition à ses créanciers en date due 7 juin 2013. Cette proposition a été entérinée par la Cour le 12 février 2014;
- Terrapro Construction inc. a depuis été en mesure de percevoir 368 000 \$, qui serviront en totalité à rembourser les autorités fiscales, selon les termes de la proposition.

16.1.7 Terra Location inc. :

- Cette entreprise a été incorporée par Marc-André Bastien le 23 janvier 2007. Les activités commerciales de cette dernière étaient la location de machinerie et de matériel roulant servant à l'industrie de la construction;
- Le 27 mai 2011, les sociétés de gestion des frères Bruyère ont acquis des actions de cette entreprise;
- Les sociétés Terrapro Construction inc. et Terra œuvrent donc de concert dans le domaine de l'excavation et de la construction dans les régions de l'Outaouais et de Pontiac.

Les procureurs de Terra terminent l'historique en mentionnant que l'implication de Daniel et Éric Bruyère dans plusieurs entreprises n'a jamais eu pour objectif la commission de quelconque évasion fiscale ou légale. Elle l'a été par la force des choses, dans ce secteur d'activités où les petits intervenants peuvent avoir de la difficulté à s'établir.

16.2 Production des déclarations de revenus :

- Terra admet que certaines sociétés du Groupe Terra, de même qu'Éric Bruyère et Manon Jones, aient pu produire certaines de leurs déclarations de revenus en retard au fil des ans;
- Or, à ce jour, Les Investissements Construc inc., 9218-0728 Québec inc. et Terra ont produite toutes leurs déclarations de revenus et ne sont débitrices d'aucune dette fiscale;
- Terrapro Construction inc. ayant récemment fait une proposition à ses créanciers, le syndic produira sa déclaration de revenus pour l'année 2013 selon les termes de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité;
- La plupart de ces retards s'expliquent par le changement de comptaables des sociétés.

16.3 Utilisation de sous-traitants ayant émis des factures de complaisance :

- Les procureurs de Terra mentionnent que l'avis du Commissaire associé ne précise d'aucune manière les dates où ces gestes auraient été posés, ni les fournisseurs impliqués;
- Comme Terra fait affaire avec des centaines de fournisseurs, elle ne peut les identifier;
- Terra nie catégoriquement toute allusion quant à leur implication dans des manœuvres de corruption et/ou de collusion depuis l'implication des sociétés du groupe Terra depuis qu'Éric Bruyère en est administrateur, soit en octobre 2011.

16.4 Situation fiscale d'Éric Bruyère :

- Le 4 août 2005, il s'est vu émettre des avis de cotisation en vertu des lois fiscales pour un montant de 385 758,79 \$, à titre d'administrateur de Bruyère Construction et associés inc.;
- Une entente est alors intervenue avec Revenu Québec prévoyant des versements mensuels de 13 300 \$ pour rembourser cette dette;
- Il a été en mesure de rembourser un montant total de 162 132,28 \$ jusqu'à ce qu'il déclare faillite en mai 2009;

- C'est pour cette raison que pour les années 2006, 2007, 2008 et 2009, il n'a déclaré aucun revenu. Bruyère Constructions et associés inc. lui avançait les sommes pour respecter cette entente et le revenu familial était suffisant pour répondre à ses besoins et ceux de sa famille;
- Lors de sa faillite, les dettes totales d'Éric Bruyère étaient de 947 608,00 \$;
- Revenu Québec ne s'est pas opposé à la faillite personnelle d'Éric Bruyère;
- Il a été libéré de sa faillite le 1^{er} mai 2010.

16.5 Situation fiscale de Daniel Bruyère :

16.5.1 Année d'imposition 2008 :

- En tant qu'administrateur de Carrière des Ruisseaux, Daniel Bruyère a personnellement payé plusieurs dépenses de cette entreprise au cours des années 2006 à 2008, sans toutefois se faire rembourser par celle-ci en raison de ses difficultés financières;
- Il a également souscrit plusieurs actions de cette entreprise afin d'y injecter des liquidités;
- Cette situation l'a amené à réclamer une déduction pour perte d'un placement d'entreprise;
- Ces déductions ont initialement été refusées par les autorités fiscales fédérales. Cependant, une entente est intervenue et de nouveaux avis de cotisation reflétant cette entente ont été émis le 5 décembre 2013;
- À ce jour, cette entente est dument respectée.

16.5.2 Année d'imposition 2009 :

- En tant qu'administrateur de Carrière des Ruisseaux, Daniel Bruyère a personnellement cautionné plusieurs engagements contractuels de cette entreprise;
- Suite à la faillite de l'entreprise, plusieurs créanciers ont poursuivi personnellement Daniel Bruyère pour récupérer le solde de leurs créances;
- Des ententes sont donc intervenues entre Daniel Bruyères et ces créanciers faisant en sorte qu'il a personnellement payé des sommes pour le compte de Carrière des Ruisseaux;

- Pour ces motifs, il a réclamé une déduction pour perte d'un placement d'entreprise pour 2009. Cette déduction lui a d'abord été refusée, mais le 28 janvier 2014, l'Agence de Revenu du Canada accueillait en totalité son opposition.

16.5.3 Dette fiscale de 98 800,25 \$ à l'égard de Revenu Québec :

- Les années visées par ces cotisations sont 2006 à 2010;
- Daniel Bruyère a fait opposition de ces cotisations auprès de Revenu Québec;
- Ces dossiers d'opposition ont été suspendus en attente des décisions de l'ARC;
- Les termes de l'entente entre Daniel Bruyère et l'ARC ont été transmis à Revenu Québec, qui pourra réévaluer ses propres cotisations, ce qui implique que sa dette fiscale sera vraisemblablement diminuée;
- Daniel Bruyère a l'intention d'acquitter toute dette fiscale bien fondée en faits et en droits auprès de Revenu Québec.

16.6 **Infractions à la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main d'œuvre dans l'industrie de la construction*, L.R.Q. c. R-20 (la « Loi sur les relations du travail ») :**

- Les procureurs de Terra allèguent que les sociétés liées à Éric Bruyère ont été reconnues coupables de 13 infractions à la Loi sur les relations du travail, et non de 21, tel qu'indiqué au Préavis :
 - Carrière des Ruisseaux a connu des difficultés financières à un point tel qu'elle a cessé toute activité commerciale avant de faire faillite en 2008;
 - Dans ce contexte et pour des raisons commerciales, aucune des accusations pour cette société n'a été contestée;
 - Terrapro Construction inc. a pris une décision d'affaires de conclure une entente de règlement globale pour plusieurs dossiers;
 - En aucun temps, la licence de Terrapro Construction inc. n'a été restreinte;
 - La majorité des infractions reprochées à Terrapro Construction inc. l'ont été alors qu'Éric Bruyère ne dirigeait pas l'entreprise.

16.7 Réclamations de la CCQ :

- Le Préavis mentionne 16 réclamations de la CCQ, pour une somme totale de 508 651,13 \$;
- Or, 164 363,87 \$ ont été versés à la CCQ par les sociétés visées pour 10 réclamations;
- Les six réclamations impayées le sont en raison de l'insolvabilité des entreprises visées.

16.8 Bonne gouvernance :

- Éric et Daniel Bruyère reconnaissent que la gouvernance de leurs entreprises doit être réformée de manière importante afin que Groupe Terra devienne stable et fiable;
- Ils sont prêts à adopter un Guide de gouvernance s'appuyant sur des recommandations raisonnables de l'Autorité;
- Une mauvaise gestion du risque de l'entreprise par Éric et Daniel Bruyère a grandement nui à leurs activités professionnelles;
- Les mesures suivantes seront mises en place :
 - Des nouveaux dirigeants expérimentés se joindront au Groupe Terra. Ils pourront éventuellement se joindre au conseil d'administration;
 - Des nouveaux investisseurs seront recherchés, qui pourront éventuellement se joindre au conseil d'administration;
 - Un département des finances sera créé et dirigé par un contrôleur financier. Son rôle sera notamment de s'assurer que les entreprises du Groupe Terra ont les assises financières nécessaires pour soumissionner sur les projets;
 - Un département des opérations sera également créé dans le but d'analyser les devis et s'assurer que les salariés du Groupe Terra détiennent toutes les compétences nécessaires;
 - Création d'un poste de responsable de la formation.

16.9 Respect de la Loi :

- Les entreprises des frères Bruyère n'ont jamais participé à des actes de corruption, mais en ont plutôt subi les impacts;

- Il n'est pas nié que des infractions à la Loi sur les relations du travail ont été commises, mais Groupe Terra entend les prévenir avec les mesures, qui seront mises en place;
- De la formation sera dispensée pour s'assurer que tous les salariés, dirigeants et administrateurs du Groupe Terra reçoivent cette formation afin de les sensibiliser à l'importance de respecter les lois en vigueur dans l'industrie.

COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ À LA SUITE DES OBSERVATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES :

17. L'Autorité a étudié attentivement toutes les observations présentées par Terra et tous les documents produits à l'appui de celles-ci;
18. L'Autorité retient que plusieurs des entreprises qui ont été contrôlées par Éric Bruyère ont commis des infractions, ont été condamnées pour des infractions pénales et ont fait l'objet de réclamations de la part de la CCQ au cours des quinze dernières années;
19. L'Autorité note les prétentions de Terra à l'effet qu'une décision d'affaires a été prise par les entreprises contrôlées par Éric Bruyère de ne pas contester ou encore de conclure une entente de règlement globale pour plusieurs dossiers;
20. Il en demeure tout de même qu'une déclaration de culpabilité a bel et bien été prononcée à l'encontre de plusieurs entreprises contrôlées par Éric Bruyère, et ce, pour de nombreuses infractions à la Loi sur les relations du travail;
21. L'Autorité note par ailleurs qu'un montant de 164 363,87 \$ a été versé à la CCQ par les entreprises contrôlées par Éric Bruyère pour 10 des 16 réclamations mentionnées au Préavis et qu'en raison de l'insolvabilité des entreprises visées pour les 6 autres réclamations, un solde demeure dû à la CCQ;
22. Les mesures projetées par Terra pour éviter que de telles infractions soient commises à nouveau ne sont toujours pas implantées au sein de l'entreprise;
23. L'Autorité retient également que Terra a fait affaire avec deux sous-traitants identifiés par Revenu Québec comme étant des fournisseurs de factures de complaisance;
24. L'Autorité constate également que suite à la faillite personnelle d'Éric Bruyère survenue en mai 2009, ainsi qu'à la suite de la faillite de la société 9102-1964 Québec inc. survenue en novembre 2008 (dont l'administrateur était Daniel Bruyère), plusieurs entreprises ont été créées et subséquemment fermées entraînant des transferts d'actifs intercompagnies toutes contrôlées par Éric Bruyère, Daniel Bruyère et leurs conjointes respectives;

25. L'Autorité croit que les motifs sous-jacents à ces multiples transactions, d'une valeur approximative de 3 millions de dollars, sont d'un autre ordre que ce que semble prétendre Terra, à savoir de mauvaises relations d'affaires, de la malchance et un concours de circonstances;
26. L'Autorité ne voit pas comment la création de plusieurs entreprises a pu constituer la solution pour contrer les problématiques rencontrées par ces entreprises, puisque notamment, elles continuaient à faire affaire avec les mêmes entreprises qui, selon leurs prétentions, étaient à l'origine des difficultés rencontrées par Terra et les frères Bruyère;
27. L'Autorité constate de plus qu'au fil du temps, les frères Bruyère n'ont posé aucun acte positif afin d'éviter la situation qu'ils dénoncent;
28. Par ailleurs, l'Autorité retient que Terra reconnaît qu'Éric et Daniel Bruyère savent que la gouvernance de leurs entreprises doit être réformée de manière importante afin que Groupe Terra devienne stable et fiable;
29. De plus, l'Autorité note que Terra admet qu'une mauvaise gestion du risque de leurs entreprises par Éric et Daniel Bruyère a grandement nui à leurs activités professionnelles;
30. L'Autorité retient également que Terra admet que certaines sociétés du Groupe Terra aient pu produire certaines de leurs déclarations de revenus en retard au fil des ans, il a en va de même pour Éric Bruyère et Manon Jones;
31. L'Autorité précise que les responsabilités et obligations qui incombent aux administrateurs et aux dirigeants d'entreprises requièrent d'agir avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans l'intérêt de l'entreprise;
32. L'Autorité note les mesures de contrôle projetées par Terra, mais constate qu'elles ne sont pas encore implantées au sein de l'entreprise et qu'en conséquence, elles ne permettent pas de conclure, à ce stade-ci, à l'efficacité et à la suffisance de telles mesures et à la démonstration d'un réel changement des valeurs de l'entreprise qui lui permettrait de rencontrer les exigences élevées d'intégrité attendues;
33. L'Autorité note que Terra affirme qu'elle est prête à adopter un Guide de gouvernance s'appuyant sur des recommandations raisonnables que l'Autorité pourrait lui formuler;
34. Or, pour l'application des pouvoirs que lui confère la LCOP, le rôle de l'Autorité n'est pas de recommander aux entreprises des mesures de gouvernance ou de contrôle à mettre en place. Son rôle consiste à déterminer si l'entreprise satisfait aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public;
35. Pour ces motifs, les informations détenues par l'Autorité l'amènent à conclure que Terra ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre, et ce, malgré les observations présentées et les documents produits à l'appui par celle-ci;

36. À la lumière de ce qui précède, l'Autorité rend la présente décision.

DÉCISION

CONSIDÉRANT 21.27 et le paragraphe 6 de l'article 21.28 de la LCOP;

CONSIDÉRANT l'ensemble des faits, incluant la recommandation du commissaire associé aux vérifications;

POUR CES MOTIFS, L'AUTORITÉ :

REFUSE à Terra Location inc. une autorisation en vertu de l'article 21.27 de la LCOP.

Fait le 6 juin 2014

L'Autorité des marchés financiers

En conséquence de cette décision, veuillez lire attentivement ce qui suit :

En application de l'article 21.38 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, puisque **Terra Location inc.** s'est vu refuser une autorisation, vous devez, **dans les 10 jours de la réception de la présente décision**, transmettre par écrit à l'Autorité le nom de chaque organisme public avec lequel **Terra Location inc.** a un contrat en cours d'exécution ainsi que le nom de chaque entreprise avec laquelle elle a un sous-contrat public en cours d'exécution, en indiquant le nom de l'organisme public qui a conclu le contrat public auquel se rattache ce sous-contrat. Nous vous invitons à compléter à cet effet le document joint à la présente décision.

Veuillez transmettre les renseignements demandés à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
2640, boulevard Laurier, 3^e étage, Québec (Québec) G1V 5C1

Aussi, en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, L.Q. 2012, chapitre 25, puisque **Terra Location inc.** s'est vu refuser une autorisation, elle doit être inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) pour une période de 5 ans. Ce registre est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Pendant cette période d'inadmissibilité, **Terra Location inc.** ne peut, sauf exceptions prévues à la LCOP, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec un organisme public, conclure un contrat public, ni conclure un sous-contrat relié à un tel contrat.

Décision n° 2014-SACD-0004

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

B.P. Asphalte inc., ayant son domicile
au 7981, 17^e avenue
Montréal (Québec) H1Z 3R2

DÉCISION À LA SUITE DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR B.P. ASPHALTE INC.

(article 21.27 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* L.R.Q., c. C-65.1)

LES FAITS

1. B.P. Asphalte inc. est immatriculée au registre des entreprises du Québec (le « REQ ») sous le numéro d'entreprise 1141846544;
2. Le 13 février 2013, Antonio Borsellino a présenté une Demande d'autorisation pour une entreprise qui souhaite conclure un contrat/sous-contrat public (la « Demande ») à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la « LCOP »);
3. Antonio Borsellino est le répondant de B.P. Asphalte inc., il en est actuellement administrateur et dirigeant (président, secrétaire et trésorier);
4. Lors du dépôt de la Demande, l'état de renseignements d'une personne morale au REQ et l'organigramme corporatif soumis par B.P. Asphalte inc. indiquaient que les administrateurs de B.P. Asphalte inc. étaient Antonio Borsellino, Filippo Borsellino et Giuseppe Borsellino (aussi connu sous le nom de Joe Borsellino);
5. Il apparaissait également de l'état de renseignements du REQ que les actionnaires de B.P. Asphalte inc. étaient Giuseppe Borsellino, Gestion Antonio Borsellino inc. et Filippo Borsellino;

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

6. Le REQ indiquait finalement qu'Antonio Borsellino était l'unique administrateur et actionnaire de Gestion Antonio Borsellino inc.;
7. Le 17 avril 2013, l'Autorité a transmis au commissaire associé aux vérifications au sein de l'Unité permanente anticorruption (le « Commissaire associé ») les renseignements transmis par B.P. Asphalte inc., et ce, conformément aux dispositions de l'article 21.30 de la LCOP;
8. Le Commissaire associé donne à l'Autorité en vertu de l'article 21.31 de la LCOP un avis à l'égard de l'entreprise qui demande une autorisation. Cet avis doit indiquer le motif pour lequel il est recommandé, le cas échéant, de refuser la délivrance d'une autorisation en application des articles 21.26 à 21.28 de la LCOP;
9. Dans l'avis donné à l'Autorité le 26 septembre 2013 à l'égard de B.P. Asphalte inc. (l'« avis défavorable »), il est recommandé de refuser la délivrance de l'autorisation au motif que :
 - a. B.P. Asphalte inc., notamment, par le biais de Giuseppe (Joe) Borsellino, entretient des liens avec une organisation criminelle, en l'occurrence la mafia italienne de Montréal;
 - b. B.P. Asphalte inc. a, avec un groupe restreint d'entrepreneurs, participé à un stratagème de collusion dans le secteur de la réfection des trottoirs à la Ville de Montréal, notamment en soumissionnant sur des appels d'offres truqués;
 - c. B.P. Asphalte inc. a corrompu ou tenté de corrompre des fonctionnaires municipaux en leur offrant des sommes d'argent, des travaux gratuits ou des cadeaux, tels que des bouteilles de vin, des repas, des parties de golf et des billets de hockey;
 - d. Afin de consolider l'efficacité de ce système, B.P. Asphalte inc. a fait le nécessaire afin qu'une seule et même équipe constituée, notamment, de fonctionnaires corrompus par elle-même, soit affectée à la surveillance de ses chantiers;
 - e. B.P. Asphalte inc., notamment, par le biais de Giuseppe (Joe) Borsellino, a pris part à un système occulte de financement des partis politiques;
 - f. Dans le but de contourner, notamment, la LCOP, les dirigeants de B.P. Asphalte inc. ont créé une entreprise, B.P. Béton inc., et ce, sans le consentement de Robert Jourdain, pourtant indiqué comme actionnaire majoritaire et unique administrateur de B.P. Béton inc. au REQ;
10. Le 31 octobre 2013, l'Autorité signifiait un préavis de refus à B.P. Asphalte inc. en vertu de l'article 21.37 de la LCOP et de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q., c. J-3 (la « LJA »), (le « Préavis »);

11. Le Préavis reposait sur les motifs exposés dans l'avis défavorable transmis par le Commissaire associé en date du 26 septembre 2013;
12. Dans son Préavis, l'Autorité donnait à B.P. Asphalte inc. l'opportunité de transmettre ses observations par écrit et tout document à l'appui de celles-ci, le ou avant le 11 novembre 2013;
13. Le 11 novembre 2013, par l'entremise de son procureur, Me Armand A. Kazandjian, B.P. Asphalte inc. transmettait à l'Autorité ses observations préliminaires relativement au Préavis et requérait la communication des documents suivants :
 - Rapport transmis par l'UPAC recommandant le refus de l'autorisation demandée par B.P. Asphalte inc.;
 - Calculs sur lesquels l'Autorité s'appuie pour prétendre que B.P. Asphalte inc. aurait fait partie d'un cartel qui aurait obtenu plus de 91% des contrats de trottoirs de la Ville de Montréal entre 1999 et 2011.
14. En réponse à cette demande de communication, le 21 novembre 2013, l'Autorité transmettait à Me Kazandjian l'avis défavorable transmis par le Commissaire associé à l'Autorité de même que divers documents au soutien de celui-ci;
15. Le 10 décembre 2013, l'Autorité recevait de B.P. Asphalte inc., par l'intermédiaire de son procureur, Me Kazandjian, des observations complémentaires à celles transmises le 11 novembre 2013;
16. Le 17 décembre 2013, une rencontre a été tenue, à la demande de B.P. Asphalte inc., entre des représentants de l'Autorité et les procureurs de B.P. Asphalte inc., soit Me Armand Kazandjian, Me Paul Ryan et Me Jean-François Poulin, relativement aux motifs invoqués au soutien du Préavis transmis à l'entreprise. Lors de cette rencontre, la possibilité de procéder à une réorganisation de la structure corporative de B.P. Asphalte inc. a été abordée. La solution projetée était un rachat complet des actions de Giuseppe Borsellino par ses fils, Antonio et Filippo Borsellino;
17. À cet effet, le 2 janvier 2014, l'Autorité recevait de Me Paul Ryan, procureur de B.P. Asphalte inc., le plan de redressement projeté pour l'entreprise en réponse au Préavis;
18. Le 17 janvier 2014, l'Autorité recevait par courriel, de la part de Me Paul Ryan, des observations additionnelles;

LES OBSERVATIONS DE B.P. ASPHALTE SUITE AU PRÉAVIS

19. Sans limiter la généralité des observations présentées par B.P. Asphalté inc. en date du 11 novembre 2013 et du 10 décembre 2013, celles-ci peuvent sommairement s'articuler autour des thèmes suivants :

19.1 Quant aux motifs exposés au sous paragraphe a. du paragraphe 9 :

- Les origines de Giuseppe (Joe) Borsellino et les liens entretenus par ce dernier avec la communauté italienne de Montréal et l'Associazione Cattolica Eraclea;
- La crédibilité des témoignages entendus à la Commission d'enquête pour l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « CEIC »);
- L'absence de preuve probante et l'absence d'accusation suite à l'opération Colisée.

19.2 Quant aux motifs exposés au sous-paragraphe b. du paragraphe 9 :

- L'industrie spécialisée de la réfection des trottoirs et le nombre limité d'entreprises aptes à réaliser ce genre de travaux;
- La négation catégorique d'avoir fait partie d'un cartel quelconque;
- La preuve fragmentaire appuyée par des suppositions et des avis personnels de deux témoins entendus devant la CEIC.

19.3 Quant aux motifs exposés au sous paragraphe c. du paragraphe 9 :

- La pratique répandue dans l'industrie d'offrir des cadeaux de peu de valeur à des employés municipaux;
- La faiblesse de la preuve quant aux liens entre une simple préférence de travail avec une équipe donnée et une participation alléguée à un système corruption.

19.4 Quant aux motifs exposés au sous paragraphe d. du paragraphe 9 :

- La création des liens avec certains groupes d'inspection de la Ville de Montréal par souci d'efficacité et dans le cours régulier des affaires de manière à faciliter l'exercice fastidieux de vérification et d'approbation des contrats;
- La faiblesse de la preuve quant aux liens entre une simple préférence de travail avec une équipe donnée et une participation alléguée à un système corruption.

19.5 Quant aux motifs exposés au sous-paragraphe e. du paragraphe 9 :

- La transparence des contributions aux partis politiques par Giuseppe (Joe) Borsellino;
- La possibilité que certaines contributions imputées à Giuseppe (Joe) Borsellino soient attribuables à d'autres personnes portant le même nom;
- La faiblesse de la preuve reposant sur un seul témoignage non crédible ni appuyé, ni détaillé (entendu à la CEIC – Michel Lalonde).

19.6 Quant aux motifs exposés au sous-paragraphe f. du paragraphe 9 :

- La non-réalisation de l'objectif sous-jacent à la création de B.P. Béton inc.

19.7 Au surplus, B.P. Asphalte inc. ajoute que pour chacune des allégations au Préavis, B.P. Asphalte inc. ou ses dirigeants n'ont fait l'objet d'aucune condamnation, aucun jugement n'a été rendu contre ceux-ci et aucune poursuite n'a été intentée;

20. Quant aux observations produites le 2 janvier 2014, celles-ci peuvent sommairement s'articuler autour d'un plan de redressement corporatif projeté :

- Retrait de Giuseppe (Joe) Borsellino en tant qu'actionnaire, administrateur, dirigeant et employé de B.P. Asphalte inc.;
- Restructuration de l'entreprise;
- Remplacement de Giuseppe (Joe) Borsellino par Antonio Borsellino à titre de répondant auprès de la Régie du Bâtiment du Québec (la « RBQ »);
- Remplacement de B.P. Asphalte inc. par une nouvelle entreprise.

21. Quant aux observations produites le 17 janvier 2014, celles-ci peuvent sommairement s'articuler autour du contrôle exigeant et absolu de Giuseppe (Joe) Borsellino dans l'administration de B.P. Asphalte inc.;

22. En effet, Giuseppe (Joe) Borsellino dirigeait l'entreprise sans impliquer ses fils ou prendre conseil auprès d'eux, ces derniers ayant oeuvré plutôt comme cols bleus, ayant été impliqués directement sur les chantiers et l'exécution des contrats plutôt que sur la sollicitation, les soumissions ou la signature des contrats;

23. Dans ses observations, B.P. Asphalte inc. fait un parallèle avec l'accession des fils au conseil d'administration au printemps 2010 et la chute drastique du nombre et de l'importance des contrats obtenus de la Ville de Montréal;

NOUVELLES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE ASSOCIÉ

24. Compte tenu de l'ensemble des nouveaux renseignements portés à sa connaissance, l'Autorité transmettait ces renseignements au Commissaire associé, le tout conformément à l'article 21.34 de la LCOP;
25. Le 21 janvier 2014, l'Autorité recevait du Commissaire associé, conformément à l'article 21.31 de la LCOP, un nouvel avis à l'égard de B.P. Asphalte inc. indiquant qu'après vérification des renseignements qu'il détient au 20 janvier 2014, il est recommandé de refuser l'autorisation demandée (le « nouvel avis »);
26. De façon plus particulière, le nouvel avis du Commissaire associé est fondé, outre les motifs déjà invoqués au préavis signifié le 31 octobre 2013, sur le motif suivant :
 - a. Les dirigeants actuels de B.P. Asphalte inc., Antonio Borsellino (président) et Filippo Borsellino (vice-président), sont les fils de Giuseppe (Joe) Borsellino. Ils occupaient également des postes de dirigeants de B.P. Asphalte inc. en 2003 (Antonio) et 2009 (Filippo).
27. En conséquence du nouvel avis, le 7 février 2014, l'Autorité signifiait à B.P. Asphalte inc. un préavis de refus amendé en vertu des articles 21.37 de la LCOP et 5 de la LJA, (le « Préavis amendé »);
28. Dans son Préavis amendé, l'Autorité donnait à B.P. Asphalte inc., l'opportunité de lui transmettre à nouveau ses observations par écrit et tout document à l'appui de celles-ci le ou avant le 17 février 2014;

LES OBSERVATIONS DE B.P. ASPHALTE SUITE AU PRÉAVIS AMENDÉ

29. Le 19 février 2014, une rencontre a été tenue, à la demande de B.P. Asphalte inc., entre des représentants de l'Autorité et les procureurs de B.P. Asphalte inc., soit Me Armand Kazandjian, Me Paul Ryan et Me Jean-François Poulin, relativement aux motifs invoqués au soutien du Préavis amendé transmis à l'entreprise;
30. Le 24 février 2014, l'Autorité recevait de la part de B.P. Asphalte inc., par l'intermédiaire de son procureur, Me Paul Ryan, des observations complémentaires;
31. Sans limiter la généralité des observations complémentaires présentées par B.P. Asphalte inc., celles-ci peuvent sommairement s'articuler autour du motif exposé au sous paragraphe a. du paragraphe 26, selon les thèmes suivants :
 - 31.1 La mise en place du plan de redressement et bonification apportée à la réorganisation faisant en sorte de doter B.P. Asphalte inc. d'une structure administrative et décisionnelle qui ne serait plus sous le contrôle et l'influence de Giuseppe (Joe) Borsellino;

- 31.2 La démission de Filippo Borsellino en tant qu'administrateur de B.P. Asphalte inc.;
- 31.3 La nomination comme administrateur de personnes indépendantes et non liées à la famille Borsellino, Me Armand Kazandjian et leur Charles Arciresi;
- 31.4 L'adoption d'un Code d'éthique à l'intention des administrateurs et dirigeants;
- 31.5 La mise en place d'un Comité d'éthique indépendant du conseil d'administration, composé de membres indépendants et non liés à tout actionnaire, dirigeant et employé de B.P. Asphalte, à savoir : Me Paul Ryan et Sam Del Giudice (c.a.);
- 31.6 L'engagement par B.P. Asphalte inc. de transmettre à l'Autorité, suivant chaque rencontre du Comité d'éthique, un rapport contenant les conclusions du Comité d'éthique quant au respect du Code d'éthique par les employés, administrateurs et dirigeants de B.P. Asphalte inc.;
- 31.7 La mise en place par le Comité d'éthique de mesures permettant à tout employé, administrateur et dirigeant de B.P. Asphalte inc. de dénoncer de façon confidentielle et anonyme toute situation jugée anormale allant à l'encontre du Code d'éthique. Ces dénonciations seraient consignées dans le rapport transmis à l'Autorité;
- 31.8 L'implication de Filippo et d'Antonio Borsellino dans B.P. Asphalte inc.;

LES COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ À LA SUITE DES OBSERVATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES

- 32. L'Autorité a étudié attentivement toutes les observations présentées par B.P. Asphalte inc. et tous les documents produits à l'appui des observations;
- 33. L'Autorité constate le retrait complet de Giuseppe (Joe) Borsellino à titre d'actionnaire, administrateur, dirigeant et employé de B.P. Asphalte inc. et prend acte de l'opinion juridique concernant les liens d'actionnariat, de direction et d'emploi entre B.P. Asphalte inc. et Giuseppe (Joe) Borsellino, déposée le 24 février 2014;
- 34. Par ailleurs, l'Autorité retient que B.P. Asphalte inc. a participé avec un groupe restreint d'entrepreneurs, à un stratagème de collusion dans le secteur de la réfection des trottoirs à la Ville de Montréal, notamment en soumissionnant sur des appels d'offres truqués;

35. Les informations transmises par le Commissaire associé à l'Autorité ne reposent pas uniquement sur les agissements de Giuseppe (Joe) Borsellino, mais également sur la personne morale distincte qu'est B.P. Asphalte inc.;
36. Rappelons que c'est B.P. Asphalte inc. qui a soumissionné sur des appels d'offres truqués;
37. Rappelons, de plus, que des 53 entreprises ayant répondu aux appels d'offres de Montréal centre dans le secteur des trottoirs entre 1996 et 2011, B.P. Asphalte inc. fait partie des 6 entrepreneurs ayant remportés plus de 91% de ces contrats;
38. La participation de B.P. Asphalte inc. au système de collusion dans l'industrie des trottoirs à la Ville de Montréal est corroborée par les témoignages de Michel Leclerc et Gilles Théberge à la CEIC (préalablement cités au Préavis);
39. Lors de son témoignage devant la CEIC, Gilles Vézina a affirmé que B.P. Asphalte inc. lui a demandé de conserver la même équipe pour la surveillance de certains chantiers, ainsi, il a désigné Luc Leclerc comme superviseur des chantiers de B.P. Asphalte inc. pour 14 contrats;
40. B.P. Asphalte inc. ne nie pas avoir demandé à ce que la surveillance des chantiers soit confiée à Luc Leclerc et l'Autorité croit que cette pratique avait comme objectif de consolider l'efficacité du système collusoire;
41. Rappelons que Luc Leclerc, un ex-ingénieur à la Ville de Montréal, a admis à la CEIC avoir reçu des pots-de-vin en argent liquide et divers cadeaux de B.P. Asphalte inc. et qu'en échange, Luc Leclerc leur offrait un service personnalisé et il était accommodant. Le témoignage de Luc Leclerc est corroboré par Gilles Vézina, ex-ingénieur à la Ville de Montréal et ex-supérieur de Luc Leclerc;
42. Selon le nouvel avis reçu du Commissaire associé, il appert que les fils de Giuseppe (Joe) Borsellino, soit Antonio et Filippo Borsellino n'étaient pas de simples employés de B.P. Asphalte inc. (cols bleus), mais occupaient des postes importants de dirigeants au moment des faits reprochés;
43. Or, l'Autorité constate que les actes répréhensibles mentionnés au Préavis et au Préavis amendé ont été commis alors qu'Antonio et Fillipo Borsellino étaient dirigeants de B.P. Asphalte inc.;
44. Notons qu'Antonio Borsellino occupait le poste de principal dirigeant depuis le 2 juillet 2003 et que Filippo Borsellino était également principal dirigeant depuis le 8 octobre 2009, le tout tel qu'il appert des déclarations modificatives déposées au REQ;

45. Malgré les prétentions des procureurs de B.P. Asphalte inc. à l'effet que la personnalité autocratique de Giuseppe (Joe) Borsellino limitait les pouvoirs conférés à son fils Antonio, l'Autorité précise que les responsabilités et obligations qui incombent aux administrateurs et aux dirigeants d'entreprises requièrent de la part de ces derniers d'agir avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans l'intérêt de l'entreprise;
46. L'Autorité note, malgré la restructuration corporative, qu'Antonio Borsellino demeure administrateur et principal dirigeant (président, secrétaire et trésorier) de B.P. Asphalte inc.;
47. L'Autorité retient que B.P. Asphalte inc. entretient des liens avec une organisation criminelle, en l'occurrence la mafia italienne de Montréal;
48. En effet, il n'est pas contesté que B.P. Asphalte inc., sous la signature d'Antonio Borsellino et de Giuseppe (Joe) Borsellino, a émis un chèque au montant de 1000\$, en décembre 2012, libellé à l'ordre de l'Associazione Cattolica Eraclea;
49. Rappelons que l'Associazione Cattolica Eraclea est reliée au crime organisé selon un document de preuve de la GRC et des témoignages d'un enquêteur et d'une analyste de l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé de la GRC affectés au projet Colisée;
50. L'Autorité note la mise en place d'un Comité d'éthique composé de membres externes dont notamment, Sam Del Giudice;
51. Or, l'Autorité constate suivant les renseignements apparaissant au REQ que Sam Del Giudice a agi en tant qu'administrateur de B.P. Asphalte inc. du 8 octobre 2009 au 13 avril 2010, soit pendant la période au cours de laquelle des actes répréhensibles ont été commis. L'Autorité ne peut considérer ce membre du Comité éthique comme étant indépendant et non lié à B.P. Asphalte inc.;
52. En terminant, l'Autorité considère que la restructuration corporative et les mesures de gouvernance sont trop récentes et ne permettent pas de conclure à l'efficacité et à la suffisance de telles mesures et à la démonstration d'un réel changement des valeurs de l'entreprise qui lui permettrait de rencontrer les exigences élevées d'intégrité attendues;
53. Les informations détenues par l'Autorité l'amènent à conclure que B.P. Asphalte inc. ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre, et ce, malgré les observations présentées et les documents produits à l'appui par celle-ci;
54. À la lumière de ce qui précède, l'Autorité rend la présente décision;

DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 21.27 et les paragraphes 1 et 6 de l'article 21.28 de la LCOP;

CONSIDÉRANT l'ensemble des faits, incluant les recommandations du commissaire associé aux vérifications;

POUR CES MOTIFS, l'Autorité:

REFUSE à B.P. Asphalte inc. une autorisation en vertu de l'article 21.27 de la LCOP.

Fait le 11 mars 2014

L'Autorité des marchés financiers

En conséquence de cette décision, veuillez lire attentivement ce qui suit :

En application de l'article 21.38 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, puisque **B.P. Asphalte inc.** s'est vu refuser une autorisation, vous devez, **dans les 10 jours de la réception de la présente décision**, transmettre par écrit à l'Autorité le nom de chaque organisme public avec lequel **B.P. Asphalte inc.** a un contrat en cours d'exécution ainsi que le nom de chaque entreprise avec laquelle elle a un sous-contrat public en cours d'exécution, en indiquant le nom de l'organisme public qui a conclu le contrat public auquel se rattache ce sous-contrat. Nous vous invitons à compléter à cet effet le document joint à la présente décision.

Veuillez transmettre les renseignements demandés à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
2640, boulevard Laurier, 3^e étage, Québec (Québec) G1V 5C1

Aussi, en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, L.Q. 2012, chapitre 25, puisque **B.P. Asphalte inc.** s'est vu refuser une autorisation, elle doit être inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) pour une période de 5 ans. Ce registre est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Pendant cette période d'inadmissibilité, **B.P. Asphalte inc.** ne peut, sauf exceptions prévues à la LCOP, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec un organisme public, conclure un contrat public, ni conclure un sous-contrat relié à un tel contrat.

Décision n° 2014-SACD-0012

L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

ALI Excavation inc., ayant son domicile
au 760, boulevard des Érables
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 6G4

DÉCISION À LA SUITE DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR ALI EXCAVATION INC.

(article 21.27 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* L.R.Q., c. C-65.1)

LES FAITS

1. ALI Excavation inc. (« ALI ») est immatriculée au registre des entreprises du Québec (le « REQ ») sous le numéro d'entreprise 1143616580;
2. Le 11 avril 2013, Marc-André Loiselle a présenté une Demande d'autorisation pour une entreprise qui souhaite conclure un contrat/sous-contrat public (la « Demande ») à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la « LCOP »);
3. Marc-André Loiselle est le répondant d'ALI. Lors du dépôt de la demande d'autorisation, il était administrateur (secrétaire et trésorier) et dirigeant de l'entreprise;
4. Lors du dépôt de la Demande, l'état de renseignements d'une personne morale au REQ et l'organigramme corporatif soumis par ALI indiquent que les administrateurs d'ALI sont Normand Loiselle, Marc-André Loiselle, Simon Loiselle et Jean-François Beaulieu;
5. Il apparaissait également de l'état des renseignements d'une personne morale au REQ et de l'organigramme corporatif soumis par ALI que l'unique actionnaire de celle-ci est Société de Gestion ALI inc., dont les actionnaires sont Gestion Marc-André & Simon Loiselle inc., Gestion Normand Loiselle inc. et Gestion Loiselle et Beaulieu inc.;

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

6. Le 19 juin 2013, l'Autorité a transmis au commissaire associé aux vérifications au sein de l'Unité permanente anticorruption (le « Commissaire associé ») les renseignements transmis par ALI et ce, conformément aux dispositions de l'article 21.30 de la LCOP;
7. Le Commissaire associé donne à l'Autorité en vertu de l'article 21.31 de la LCOP un avis à l'égard de l'entreprise qui demande une autorisation. Cet avis doit indiquer le motif pour lequel il est recommandé, le cas échéant, de refuser la délivrance d'une autorisation en application des articles 21.26 à 21.28 de la LCOP;
8. Dans l'avis donné à l'Autorité le 14 février 2014 à l'égard d'ALI (l'« avis défavorable »), il est recommandé de refuser la délivrance de l'autorisation au motif que :
 - a. Revenu Québec a constaté, dans le cadre d'une vérification en impôts des sociétés et d'une vérification en taxes, qu'ALI a eu recours à un stratagème de fausse facturation à titre de demandeur de factures de complaisance dans le cas de 36 factures obtenues auprès de huit fournisseurs de factures de complaisance différents entre le 1^{er} janvier 2003 et le 30 avril 2007;
 - b. Le Commissaire associé a constaté, dans le cadre de ses vérifications, qu'ALI a également eu recours au même stratagème avec l'entreprise 9161-3885 Québec inc. au cours de la période s'échelonnant entre le 1^{er} décembre 2005 et le 16 mars 2010, soit une période allant au-delà de la période des vérifications effectuées par Revenu Québec;
 - c. À cet égard, le Commissaire associé précise que l'entreprise 9161-3885 Québec inc. a depuis déclaré faillite et qu'elle faisait affaires avec des fournisseurs qui n'avaient pas d'activités commerciales.
9. Le 26 février 2014, l'Autorité signifiait un préavis de refus à ALI en vertu de l'article 21.37 de la LCOP et de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q., c. J-3 (la « LJA »), (le « Préavis »);
10. Le Préavis reposait sur les motifs exposés dans l'avis défavorable transmis par le Commissaire associé en date du 14 février 2014;
11. Dans son Préavis, l'Autorité donnait à ALI l'opportunité de transmettre ses observations par écrit et tout document à l'appui de celles-ci, le ou avant le 10 mars 2014, délai qui a par la suite été prolongé à la demande du procureur d'ALI;
12. Le 21 mars 2014, par l'entremise de son procureur, Me François Beaulieu-Lauzon, ALI transmettait à l'Autorité ses observations relativement au Préavis;

LES OBSERVATIONS D'ALI EXCAVATION INC. SUITE AU PRÉAVIS

13. Sans limiter la généralité des observations présentées par ALI en date du 21 mars 2014, celles-ci peuvent sommairement s'articuler autour des thèmes suivants :

13.1 En ce qui concerne l'analyse qu'a fait le Commissaire associé du rapport de vérifications en TPS-TVQ de Revenu Québec, pour conclure qu'ALI a participé à un stratagème de factures de complaisance à titre de demandeur de factures de complaisance, pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 30 avril 2007 :

- Le rapport de vérification concerne huit fournisseurs et non neuf;
- Ce rapport fait une analyse de 9161-3885 Québec inc., mais cette dernière n'a pas été identifiée comme un fournisseur de fausses factures pour ALI;
- Aucun crédit de taxes sur les intrants (CTI) ou remboursement de taxe sur les intrants (RTI) relativement à 9161-3885 Québec inc. n'a été refusé à ALI par Revenu Québec.

13.2 En ce qui concerne l'analyse qu'a fait le Commissaire associé du rapport de vérifications en impôts de sociétés par Revenu Québec pour la période s'échelonnant entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2007 :

- Ce rapport mentionne que Marc-André Loiselle est une personne passive de la société et qu'il n'a jamais posé un acte ou une décision permettant de le lier au stratagème de complaisance. Ainsi, le pourcentage appliqué pour l'imposition au niveau des particuliers a été de 50% pour Serge Loiselle et Normand Loiselle respectivement;
- Ce rapport liste les noms des fournisseurs de fausses factures, mais 9161-3885 Québec inc. n'en fait pas partie et n'est mentionné nulle part dans ce rapport;
- Les dépenses fiscales déduites par ALI pour 9161-3885 Québec inc. n'ont pas été refusées par Revenu Québec.

13.3 En ce qui concerne l'affirmation du Commissaire associé à l'effet qu'ALI a également eu recours à un stratagème de fausses factures avec 9161-3885 Québec inc. entre le 1^{er} décembre 2005 et le 16 mars 2010 :

- Le fait que le siège social de 9161-3885 Québec inc. soit à la même adresse que celui d'ALI ne permet pas d'inférer que cette société était un fournisseur de factures de complaisance pour l'autre;
- Steve Loiselle travaille effectivement à titre d'opérateur de machinerie lourde pour ALI depuis les 18 dernières années;

- Étant donné que les deux entreprises étaient situées à la même adresse, il n'est pas inhabituel que les factures émises par 9161-3885 Québec inc. aient été payées le jour même ou dans les jours suivants;
- L'indication non particularisée de «Location équipement et mains d'œuvre» sur les factures de 9161-3885 Québec inc. ne permet pas de déduire que cette société s'adonnait à de la fausse facturation à l'endroit d'ALI;
- L'allégation à l'effet que 9161-3885 Québec inc. n'exerçait aucune activité commerciale ne tient pas la route compte tenu que la masse salariale de 9161-3885 Québec inc. entre 2006 à 2010 était de 1 215 974,40\$;
- Rien dans le dossier de faillite de Steve Loiselle ne laisse supposer que 9161-3885 Québec inc. était un fournisseur de factures de complaisance pour ALI;
- Normand Loiselle n'était pas président d'ALI de 2005 à 2008, mais a débuté à ce titre le 6 décembre 2011, soit plus d'un an après les faillites de 9161-3885 Québec inc. et de Steve Loiselle;
- 9161-3885 Québec inc. ne facturait pas ALI pour l'utilisation de ses camions. Elle utilisait les camions d'ALI pour aller acheter des matériaux qu'elle revendait ensuite à ALI;
- L'affirmation de l'ancienne contrôleur, Chantal Leduc, lors de sa rencontre avec le Commissaire associé, à l'effet que l'unique employé de 9161-3885 Québec inc. était Steve Loiselle et que toute la main-d'œuvre de cette entreprise était embauchée, payée et formée par ALI ne peut être retenue :
 - o Elle ne travaillait plus pour l'entreprise lors de son entrevue;
 - o Elle n'avait entre ses mains aucun document pour affirmer ce fait.

13.4 Suite à la vérification de 2008 par Revenu Québec, des mesures de contrôles internes ont été mise en place à l'égard de tous les fournisseurs de la société. Une résolution du 10 mars 2014 a été adoptée en ce sens, notamment :

- Pour un nouveau fournisseur :
 - o Vérification du numéro de TPS et TVQ;
 - o Vérification à l'état des renseignements du REQ pour s'assurer que l'entreprise est active;
 - o Vérification de l'endos des chèques pour s'assurer qu'ils ont été encaissés dans une institution financière;
 - o Vérifications pour s'assurer qu'il possède les ressources et le matériel pour rendre le service.

- Des tests supplémentaires sont effectués par le vérificateur comptable d'ALI.

13.5 Depuis la signification du préavis, des changements ont également été apportés au niveau de la gouvernance et de la structure de l'entreprise :

- Gestion Normand Loiselle inc, qui était actionnaire minoritaire de Société de gestion ALI inc. n'est plus actionnaire de celle-ci, depuis le 10 mars 2014;
- Normand Loiselle a également démissionné de ses fonctions d'administrateur et de président de chacune des sociétés du groupe, dont ALI;
- Marc-André Loiselle est maintenant président d'ALI;
- En ce qui concerne les mesures de gouvernance, le conseil d'administration d'ALI a résolu d'adopter les pratiques de gouvernances reconnues, dont la formation de ses membres à cet égard.

LES COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ À LA SUITE DES OBSERVATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES

14. L'Autorité a étudié attentivement toutes les observations présentées par ALI et tous les documents produits à l'appui des observations;
15. L'Autorité constate le retrait complet de Normand Loiselle en tant qu'administrateur d'ALI;
16. Par ailleurs, l'Autorité retient qu'ALI a eu recours à ce stratagème dans le cas de 36 factures obtenues auprès de huit fournisseurs de factures de complaisance différents entre le 1^{er} janvier 2003 et le 30 avril 2007;
17. En outre, l'Autorité retient également que le Commissaire associé a constaté, dans le cadre de ses vérifications, qu'ALI a également eu recours au même stratagème avec l'entreprise 9161-3885 Québec inc. au cours de la période s'échelonnant entre le 1^{er} décembre 2005 et le 16 mars 2010, soit une période allant au-delà de la période des vérifications effectuées par Revenu Québec;
18. Les informations transmises par le Commissaire associé à l'Autorité ne reposent pas uniquement sur les vérifications effectuées par Revenu Québec, mais également sur ses propres constats découlant des vérifications effectuées au sein d'ALI;
19. ALI ne nie pas l'existence de 36 factures de complaisance émises durant la période s'échelonnant du 21 janvier 2003 au 22 mars 2007, le tout en provenance de huit fournisseurs de factures de complaisance;

20. Malgré les prétentions à l'effet contraire des procureurs d'ALI, l'Autorité est d'avis que 9161-3885 Québec inc. a été un fournisseur de factures de complaisance pour ALI, notamment en raison des motifs suivants :

- Le siège social de 9161-3885 Québec inc. est situé à la même adresse que celui d'ALI. De plus, l'unique administrateur et actionnaire de 9161-3885 Québec inc. est monsieur Steve Loiselle, soit le fils de Normand Loiselle, actuel président d'ALI;
- Steve Loiselle est un employé d'ALI depuis plus de 20 ans;
- L'analyse des transactions entre ces deux entreprises a permis d'établir que 9161-3885 Québec inc. a facturé ALI pour des services de main-d'œuvre pour un montant de 1 950 000 \$ pour la période s'échelonnant entre le 11 juin 2008 et le 1^{er} janvier 2010;
- Les factures de 9161-3885 Québec inc. sont toujours payées par ALI le jour même ou dans les jours qui suivent alors que les autres fournisseurs de cette dernière sont généralement payés entre 30 et 45 jours suivant l'émission de la facture;
- Les factures émises par 9161-3885 Québec inc. à ALI ne comportent que très peu d'informations, soit «Location équipement et main-d'œuvre» ainsi que le montant de la facture;
- Il appert également du jugement et des documents déposés à la Cour supérieure dans le cadre du dossier de faillite de Steve Loiselle¹ que :
 - Les 5, 17 et 26 août 2009, des avis de cotisation ont été émis par Revenu Québec à Steve Loiselle pour les années 2005, 2006 et 2008 pour un montant total de 358 756,61 \$;
 - Revenu Québec a également émis à Steve Loiselle, le 27 janvier 2010, une cotisation d'un montant de 185 906,92 \$;
 - Le 15 avril 2010, l'Agence de Revenu du Canada a émis des avis de cotisations à Steve Loiselle pour les années 2005, 2006 et 2008, pour un montant total de 376 958,67 \$. Un avis de cotisation a également été émis pour l'année 2007;
 - Steve Loiselle a déposé des oppositions à Revenu Québec et à l'Agence de Revenu du Canada pour les cotisations émises;
 - Le 15 juillet 2010, la Direction des oppositions de Revenu Québec rend sa décision concernant les avis d'opposition pour les années 2005 à 2008 et confirme les montants inclus dans le calcul du revenu, à titre d'appropriation de fonds de 9161-3885 Québec inc. par Steve Loiselle pour ces années;

¹ 760-11-005327-123 (C.Q.) 18 décembre 2012, J. Claudette Picard

- 9161-3885 Québec inc. a fait faillite le 13 septembre 2010 lorsque sa proposition concordataire a été refusée par les autorités fiscales;
 - Steve Loïselle a fait cession de ses biens le 9 novembre 2010. Les dettes fiscales représentent 99,15% de ses dettes non garanties;
 - Revenu Québec a également imposé une pénalité pour négligence flagrante à Steve Loïselle puisqu'à titre de président, administrateur et unique actionnaire de cette entreprise, il ne pouvait ignorer que 9161-3885 Québec inc. avait participé à un stratagème de complaisance puisqu'il la dirigeait, l'administrait et signait les chèques émis aux émetteurs de factures refusées;
 - Steve Loïselle était le président, l'administrateur et l'unique actionnaire de 9161-3885 Québec inc.;
 - 9161-3885 Québec inc. n'avait qu'un seul client, ALI dont l'unique actionnaire est le père de Steve Loïselle, Normand Loïselle;
 - 9161-3885 Québec inc. utilisait les services de sous-traitants identifiés par Revenu Québec comme étant des fournisseurs de factures de complaisance, qui n'avaient aucune activité commerciale, ne rendaient pas de service et ne déclaraient aucun revenu;
21. Le recours au stratagème de factures de complaisance ne repose pas uniquement sur les agissements de Normand Loïselle mais également sur la personne morale distincte qu'est ALI;
 22. De plus, Marc-André Loïselle est administrateur d'ALI depuis le 28 mars 2003 et il y exerce la fonction de directeur général;
 23. Marc-André Loïselle occupait donc un rôle clé chez ALI à l'époque où les actes répréhensibles mentionnés au Préavis ont été commis;
 24. L'Autorité précise que les responsabilités et obligations qui incombent aux administrateurs et aux dirigeants d'entreprises requièrent de la part de ces derniers d'agir avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans l'intérêt de l'entreprise;
 25. L'Autorité note la mise en place de mesures de contrôle, tel qu'énoncé dans la résolution du 10 mars 2014;
 26. L'Autorité note également les formations auxquelles sont inscrits les administrateurs, à titre de mesures de gouvernance;

27. L'Autorité considère cependant que la restructuration corporative et les mesures de gouvernance sont incomplètes, trop récentes et ne permettent pas de conclure à l'efficacité et à la suffisance de telles mesures et à la démonstration d'un réel changement des valeurs de l'entreprise qui lui permettrait de rencontrer les exigences élevées d'intégrité attendues;
28. Les informations détenues par l'Autorité l'amènent à conclure qu'ALI ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre, et ce, malgré les observations présentées et les documents produits à l'appui par celle-ci;
29. À la lumière de ce qui précède, l'Autorité rend la présente décision.

DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 21.27 et le paragraphe 6 de l'article 21.28 de la LCOP;

CONSIDÉRANT l'ensemble des faits, incluant la recommandation du commissaire associé;

POUR CES MOTIFS, l'Autorité :

REFUSE à ALI Excavation inc. une autorisation en vertu de l'article 21.27 de la LCOP.

Fait le 17 avril 2014

L'Autorité des marchés financiers

En conséquence de cette décision, veuillez lire attentivement ce qui suit :

En application de l'article 21.38 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, puisque **ALI Excavation inc.** s'est vu refuser une autorisation, vous devez, **dans les 10 jours de la réception de la présente décision**, transmettre par écrit à l'Autorité le nom de chaque organisme public avec lequel **ALI Excavation inc.** a un contrat en cours d'exécution ainsi que le nom de chaque entreprise avec laquelle elle a un sous-contrat public en cours d'exécution, en indiquant le nom de l'organisme public qui a conclu le contrat public auquel se rattache ce sous-contrat. Nous vous invitons à compléter à cet effet le document joint à la présente décision.

Veuillez transmettre les renseignements demandés à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
2640, boulevard Laurier, 3^e étage, Québec (Québec) G1V 5C1

Aussi, en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, L.Q. 2012, chapitre 25, puisque **ALI Excavation inc.** s'est vu refuser une autorisation, elle doit être inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) pour une période de 5 ans. Ce registre est sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Pendant cette période d'inadmissibilité, **ALI Excavation inc.** ne peut, sauf exceptions prévues à la LCOP, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec un organisme public, conclure un contrat public, ni conclure un sous-contrat relié à un tel contrat.